

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE



Vue aérienne du bassin du Strickland (photo Lorenzo Brutti)



Type de gouvernement :

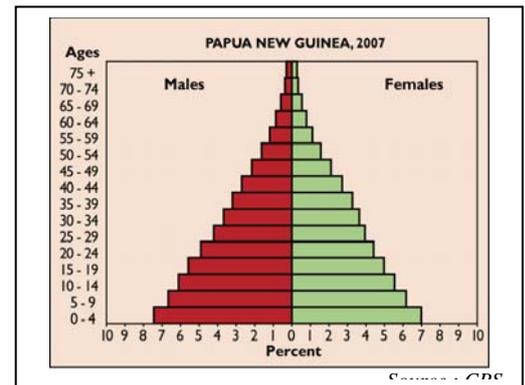
Monarchie parlementaire (reconnait la reine d'Angleterre comme chef de l'État)

Tableau de bord

Population : 6 600 000 hab. (2009) **Monnaie : kina**
Superficie : 462 000 km² **PIB / hab. : 991 dollars US**
Densité : 14 hab. / km² **Taux de croissance (2007) : 3 %**
Capitale : Port-Moresby **IDH :**

Taux de natalité	31 ‰	Taux d'accr. de pop	21 ‰
Taux de mortalité	10 ‰	Taux de mort. inf. (2000)	64 ‰
Solde migratoire	0	Espérance de vie	54

Données 2009 (sources croisées : CPS, Banque mondiale, Index mundi, OMS, FMI)



Aperçu géographique

La Papouasie-Nouvelle-Guinée occupe une situation à part dans l'espace océanien. Sa superficie, proche de celle de la France, la sort en partie de la dynamique îlienne.

En fait, il faut distinguer la partie « continentale » du pays, qui occupe la moitié est de la grande île de Nouvelle-Guinée et où se trouvent les principaux foyers de population (Port-Moresby, la capitale, Lae) et les îles proprement dites dont les plus importantes sont la Nouvelle Bretagne (avec la ville de Rabaul), la Nouvelle Irlande et Bougainville...

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est un pays montagneux, souvent difficile d'accès du fait de la présence de la forêt équatoriale. Le plus haut sommet, le mont Wilhelm, culmine à 4 500 m. Il existe de nombreux volcans actifs et le pays est régulièrement secoué par des tremblements de terre.

Le sous-sol enfin est riche en minerais (or et cuivre surtout), ainsi qu'en hydrocarbures.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est divisée en quatre régions et vingt provinces.



Situation économique

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est très riche en ressources naturelles (minerais, hydrocarbures, forêts), mais leur exploitation se heurte à de nombreuses difficultés : financement, accessibilité, maîtrise foncière, insécurité, corruption... De fait, l'agriculture demeure le principal moyen de subsistance pour 85 % de la population, qui vit en marge de l'économie moderne. Ainsi, sur les marchés des villes des Highlands, on pratique encore le troc. Les principaux gisements miniers (cuivre, or) et d'hydrocarbures sont exploités par des sociétés étrangères (australiennes en général). Ils contribuent à 70 % des recettes à l'exportation, mais c'est insuffisant pour assurer un niveau de vie décent au pays, qui demeure un des plus pauvres du monde.

L'Australie est, de loin, le premier investisseur en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Ses capitaux sont majoritairement présents dans les mines et l'énergie, à hauteur de 90%. Les trois quarts des exportations sont composés d'or, de cuivre et de pétrole, le reste provenant de l'agriculture (huiles de palme et coprah, café), la sylviculture (bois) et la pêche. Le Japon est désormais le deuxième partenaire commercial du pays, tandis que la Chine s'impose comme le troisième importateur. Mais la dépendance vis-à-vis des exportations de biens primaires explique en partie l'instabilité de la croissance économique, et sa faiblesse de long terme. Bien que la Papouasie-Nouvelle-Guinée dispose des troisièmes réserves aurifères de la planète, ses indicateurs sociaux sont parmi les plus bas

Aperçu historique

Durant l'époque coloniale, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a fait l'objet de nombreuses tractations entre l'Angleterre et l'Allemagne. En 1920, c'est l'Australie qui récupère le mandat sur le pays jusqu'à l'invasion japonaise de 1941. L'archipel a été le lieu de violents combats lors de la contre-offensive alliée

Vers l'indépendance

Le *Papua and New Guinea Act* de 1949 replace le territoire de la Papouasie-Nouvelle-Guinée sous la protection de l'Australie. Un Conseil législatif est constitué en 1951. Il est remplacé en 1963 par une Assemblée parlementaire et en 1972 le pays prend son nom actuel (il n'est plus question de territoire). Il a son propre gouvernement et son premier Premier ministre est Michael Somare, qui milite pour l'indépendance. La Papouasie-Nouvelle-Guinée accède à l'autonomie (*self government*) en décembre 1973 et son indépendance est proclamée le 16 septembre 1975.

Ci-contre : discours du prince Charles lors des cérémonies de l'Indépendance Day, 1975



Institutions et vie politique

Institutions

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est une monarchie parlementaire qui reconnaît la reine d'Angleterre comme chef de l'État. Le pouvoir législatif est détenu par un Parlement monocaméral de 109 représentants (89 élus et le gouverneur de chacune des 20 provinces), élus pour 5 ans. La Constitution prévoit un « délai de grâce » de 18 mois pendant lesquels le gouvernement ne peut être renversé.

Les dernières élections générales, tenues en 2007, ont reconduit Sir Michael Somare, 72 ans, au poste de Premier ministre. Son gouvernement rassemble une coalition de 13 formations politiques, dont la principale est l'Alliance nationale, dirigée par M. Somare.

Vie politique

Après l'indépendance, les gouvernements se succèdent. Il règne une grande instabilité politique. Il y a trop de partis, qui sont obligés de construire des coalitions qui ne tiennent jamais bien longtemps. Michael Somare est remplacé par Julius Chan en 1980, mais revient en 1982 pour perdre à nouveau le pouvoir en 1985. Il est remplacé par Paias Wingti, qui perd les élections de 1988 au profit de Rabbie Namaliu (dont il devient le ministre des affaires étrangères). Somare revient au pouvoir en 2002. Il est l'actuel Premier ministre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée connaît beaucoup de difficultés depuis l'indépendance. La plus grave concerne l'île de Bougainville, qui fut en rébellion de 1989 à 1997. L'insécurité est générale à Port Moresby et dans une grande partie du pays (voir dossier)

Les défis à relever

L'expérience de développement national fut de si courte durée en Papouasie-Nouvelle-Guinée que l'économie paraît être passée directement de la colonisation au néolibéralisme. La priorité absolue de l'État demeura la « sécurisation » de l'environnement des investissements étrangers : tentatives réitérées de réforme du régime foncier, assurance de non expropriation, liberté des transferts de profits, privilèges fiscaux, suppression de droits de douane, infrastructures d'appui...

Face aux déséquilibres internes (finances publiques) et externes (balance des paiements et dette), le gouvernement engagea en 1989 un premier plan d'ajustement structurel, qu'il durcit en 1995, puis en 1999. Comme ailleurs, les réformes mises en œuvre consistèrent à réduire les dépenses publiques, geler les salaires, libéraliser les prix, privatiser les entreprises nationales, dévaluer la monnaie (kina), démanteler les barrières douanières, rendre attractif le territoire économique national pour les investisseurs étrangers. Mais c'est surtout le volet foncier de ces programmes, poussé en avant par le FMI et recommandant l'élaboration d'un cadre législatif relatif à l'enregistrement et à la division des terres, qui a suscité, depuis l'introduction du néolibéralisme, le mécontentement populaire le plus vif.



Site du pipe-line à Kutubu (Hautes terres du Sud). Photo de Rowan Callick (Smh.com)

La plupart des habitants sont toujours organisés en sociétés de subsistance traditionnelles, et, en termes de développement, le pays est confronté à une série de difficultés liées à la pauvreté. Les principaux défis concernent le développement rural, qui doit permettre de réduire l'écart entre les villes et les zones rurales, et la gestion durable des ressources naturelles. La Papouasie-Nouvelle-Guinée est en effet menacée par la surexploitation de ses riches ressources naturelles, qui risque d'endommager l'environnement de manière irréversible. L'agriculture forestière et le secteur de la pêche sont ici en première ligne.

Le nouveau programme réalise un équilibre entre la nécessité d'améliorer les services et la création de nouveaux revenus. L'accent mis sur le développement économique rural vise à accroître les moyens d'existence dans ces régions. Les activités prévues incluent le soutien aux plans de développement de district, des investissements (notamment dans les infrastructures et les communications) ainsi que la promotion d'activités génératrices de revenus. Le soutien au développement des ressources humaines se concentre quant à lui sur l'amélioration des services éducatifs de base dans les régions reculées, en mettant l'accent sur la formation des enseignants, la formation professionnelle et le soutien à une meilleure gestion du système éducatif. L'Union européenne s'est également engagée à aider ce pays à gérer ses ressources naturelles de manière responsable.

Commission européenne, actualisé le : 08-04-2008

Les difficultés de la construction d'une nation

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est un des pays les plus hétérogènes de la planète. C'est une construction coloniale qui n'a pas de véritable réalité politique ou ethnique. Il existe des centaines de peuples différents, d'origine papoue, austronésienne, chinoise, polynésienne, micronésienne... Par ailleurs, ces peuples parlent 820 langues différentes (12 % du nombre de langues dans le monde !). L'hétérogénéité est totale. Si la langue officielle véhiculaire est l'anglais, elle est maîtrisée par très peu d'habitants. Il existe deux autres langues officielles : le Tok Pisin ou pidgin néo-guinéen et le Hiri Motu. En fait, aucune langue n'est pratiquée par l'ensemble de la population. L'unité de la Papouasie-Nouvelle-Guinée n'est pas pour demain...

DOSSIER

L'insécurité en Papouasie-Nouvelle-Guinée

Un contexte social difficile

L'espérance de vie est inférieure à 60 ans, le taux de mortalité infantile frôle les 80%, on compte 7 médecins à peine pour 1000 habitants. En dépit de carences nutritionnelles parfois graves, les cas de malnutrition y sont pourtant relativement rares. L'une des raisons pourrait être l'accès de la population aux terres communautaires et le fonctionnement d'un système de solidarité fondé sur la redistribution du produit de cultures collectives de subsistance (wantok), qui amortit les effets dévastateurs de la crise et empêche la déchéance sociale. Ces réseaux de soutien traditionnels sont toutefois moins étroits en zones urbaines, où les liens sociaux ont tendance à se distendre. La pauvreté a ainsi augmenté en ville : près de 70% de la population y vivraient sous le seuil de pauvreté.

Le problème de Bougainville



Membres de l'Armée révolutionnaire de Bougainville (BRA), 1990. Le canon a été japonais et date de la Seconde Guerre mondiale. Il a été reconditionné dans les ateliers de la mine de Panguna. C'est avec ce canon que les révolutionnaires ont abattu en 1994 un hélicoptère des forces gouvernementales (PNGDF). Les BRA sont la principale force séparatiste de Bougainville. Ils ont déclaré la sécession d'avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée en 1990. Ils s'opposent à l'armée papoue, mais aussi à d'autres habitants de Bougainville qui ont formé une force contre-révolutionnaire, les *Bougainville Resistance Force*, ou BRF. Il s'en est suivi une guerre civile qui a nécessité l'intervention d'une force de maintien de la paix australienne en 1994. Des accords de paix ont pu finalement être signés entre le gouvernement et les sécessionnistes en 1998 et en 2001. L'île est aujourd'hui placée sous le contrôle de l'ONU dans l'attente d'un éventuel référendum sur l'indépendance.

Source : Australian War Museum

L'insécurité est partout

Sécurité

La capitale, Port Moresby, ainsi que deux villes (Mount Hagen et Lae) connaissent l'insécurité (agressions à main armée, vols, cambriolages). Les grandes îles du Nord (Nouvelle-Bretagne et Nouvelle-Irlande) sont plus sûres, mais des vols peuvent se produire. La violence est présente dans les bidonvilles.

Recommandations importantes :

- ▶ Eviter de se promener seul, à pied en ville après 18h00 (nuit tombée), notamment pour une femme.
- ▶ La nuit (18h00 - 6h00) préférez circuler en convoi sur les routes de la capitale, portières verrouillées.
- ▶ Ne pas utiliser les transports en commun, ni les taxis après 16 heures (les grands hôtels ont des bus pour l'aéroport).
- ▶ Ne pas circuler dans les faubourgs des villes, ni dans les collines environnantes.
- ▶ Ne pas suivre quelqu'un qui se propose comme guide s'il n'est pas connu de vous.
- ▶ En arrivant à Port Moresby, prendre contact avec l'ambassade.
- ▶ Eviter les rassemblements de foule.

Recommandations du ministère des affaires étrangères français.

L'Australie intervient pour rétablir l'ordre en Papouasie Nouvelle-Guinée

L'Australie se lance dans une nouvelle intervention dans le Pacifique pour ramener l'ordre en Papouasie-Nouvelle-Guinée, un des endroits les plus dangereux du monde. Un total de 230 policiers et d'une soixantaine de fonctionnaires sont attendus au cours des trois prochains mois pour lutter contre la criminalité, la corruption et la mauvaise gouvernance. L'opération qui doit durer cinq ans s'inscrit dans la politique interventionniste du Premier ministre conservateur John Howard qui veut sortir un certain nombre de pays de la région d'une situation de crise favorisant le crime organisé et le terrorisme. Après le Timor oriental et, l'an dernier, le déploiement de plus de 2.000 hommes aux îles Salomon en proie à la guerre civile, c'est maintenant le tour de la Papouasie, avec le soutien des autorités locales. Mais des responsables australiens reconnaissent que la tâche sera plus difficile dans cette ancienne colonie de Canberra de plus de cinq millions d'habitants.

"C'est très différent de la mission aux Salomon et il faudra beaucoup plus de temps pour obtenir des résultats", déclare un diplomate australien participant à l'opération. Les problèmes vont de la répression de puissants gangs qui font régner la terreur à Port Moresby et dans d'autres villes, aux affrontements tribaux sur les hauts plateaux, en passant par le séparatisme sur l'île de Bougainville. La Papouasie est riche en ressources naturelles, mais l'essentiel de sa richesse est perdue dans les méandres d'un gouvernement qui ne fonctionne pas et est miné par des rivalités de tribus et factions. Les dépenses de santé y sont inférieures à 30 dollars par an et par habitant, contre 191 dollars au Botswana, selon la Banque mondiale. La durée de vie moyenne ne dépasse pas 56 ans. "Le délabrement des services publics est difficile à imaginer. Vous avez des postes de police sans meubles, sans téléphone, sans voiture ni essence, sans rien pour faire quoi que ce soit", déclare Hugh White,

Résultat, la Papouasie "est l'un des pays les plus dangereux du monde", selon l'Economist Intelligence Unit. Autre conséquence, le sida est en train d'y prendre une proportion catastrophique. Un habitant sur 100 est séropositif et le nombre s'accroît de 20% par an, soit 150 nouveaux cas par mois. Selon le directeur régional de l'OMS, "la Papouasie-Nouvelle-Guinée s'achemine vers le niveau d'épidémie de VIH/sida que nous connaissons aujourd'hui en Afrique sub-saharienne".

Dans ce contexte, les dirigeants du pays ont répondu favorablement à l'initiative australienne, d'autant que l'économie donne des signes de redémarrage après trois ans de récession.

PORT MORESBY (AFP), le 12-08-2004, *Christian Huber*